

Les prix de l'électricité restent attractifs en France

Frédéric de Monicault
23/09/2009

Avec la fin programmée des tarifs réglementés, les entreprises vont voir leur facture progressivement augmenter.

Pour le moment, les groupes français mangent leur pain blanc. Ce pourrait être la conclusion de l'étude 2008-2009 du cabinet Nus Consulting sur les prix de l'électricité et du gaz naturel à l'intention des entreprises. Une étude publiée aujourd'hui et qui passe quinze pays industrialisés au crible, la France pointant ainsi en neuvième position dans l'électricité (à raison de 5,76 euros le kWh, contre 11,41 pour l'Italie, première) et en onzième position dans le gaz (à hauteur de 2,32 euros le kWh, contre 6,27 pour la Suède).

Cet avantage concurrentiel, les entreprises françaises le tirent tout simplement de la présence d'un marché réglementé dans l'Hexagone. Un marché sur lequel s'approvisionne la grande majorité des entreprises et des ménages et qui leur permet, aux uns et aux autres, de disposer de prix plus intéressants et plus stables que dans beaucoup d'autres pays. Même si le tarif réglementé transitoire d'ajustement au marché (Tartam) pratiqué en France a grimpé de 7,2% en un an.

Toutefois, cet atout ne sera pas éternel. Au point que Nus Consulting, tout en constatant «des tarifs encore faibles dans l'Hexagone», met en exergue «une situation qui pourrait basculer». Le cabinet fait clairement référence aux propos cet été de Pierre Gadonneix, le président d'EDF, annonçant que les tarifs de l'opérateur historique pourraient **grimper de 20% à moyen terme**. Une inflation destinée en particulier à financer la relance du programme nucléaire.

Mais surtout, en marge de la politique industrielle d'EDF, la France s'est engagée auprès de Bruxelles à mettre un terme à son marché réglementé pour les grandes et moyennes entreprises à l'horizon de 2015. D'ici là, Paris stimulera la concurrence en permettant aux opérateurs concurrents d'EDF d'avoir accès à l'électricité nucléaire de ce dernier à un prix attractif. Un système qui doit rentrer en vigueur à l'été 2010, une fois que ce prix aura été déterminé.

L'Espagne, elle, se montre plus radicale en incitant fortement les entreprises à se fournir sur le marché libre. Une majoration de 32% sur un an est ainsi prévue pour celles qui resteraient fidèles à leurs contrats au tarif réglementé.

Reprise économique

S'agissant du gaz, Nus Consulting note que la baisse de 30% constatée en France depuis juin 2008 masque la volatilité du marché. Celui-ci étant rythmé par les variations du prix du pétrole, sur lequel sont indexés les prix du gaz. Ainsi, à l'orée de l'été 2008, le baril frisait les 150 dollars, avant d'être quasiment divisé par trois.

Dans un avenir proche enfin, «quel que soit le degré de régulation des marchés nationaux et des politiques de taxation du carbone», Nus Consulting anticipe une hausse des prix de l'énergie dans leur globalité en 2010 et 2011. Portée avant tout par une reprise de l'économie mondiale.

Tarifs du gaz : l'État tenté par le statu quo

Baissera, baissera pas ? Le prix du gaz, élément important de la facture des ménages, doit être revu le 1er octobre prochain. En début de semaine, Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, a laissé penser qu'il pourrait s'inscrire légèrement à la baisse. Mais rien n'est encore tranché pour le moment. Ces derniers jours, la tendance était plutôt au statu quo. À cela, une bonne raison : si le calcul de la formule permet en effet de tableur sur une baisse cet automne (de l'ordre de 2 %), le prix du gaz devrait remonter le 1er janvier, dans le sillage des prix du pétrole. Dès lors, plutôt que de procéder à une baisse puis à une hausse dans un intervalle rapproché, le gouvernement est logiquement tenté de laisser les prix du gaz inchangés au 1er octobre. De manière générale et quelle que soit la conjoncture économique, la fixation des prix du gaz revêt toujours un caractère politique. Les pouvoirs publics, sur ce dossier, doivent toujours composer avec la réaction des consommateurs. De son côté, le groupe GDF Suez doit s'employer pour que ses coûts d'approvisionnement soient répercutés.